

Chapitre 2

Les décennies perdues : le legs du passé et les causes

1 Des mesures urgentes et complètes de la part de la communauté mondiale en vue de
et un autre pour mendier à la saison de l'abondance. Ils vivent dans une pauvreté
tellement tenace qu'il leur est pratiquement impossible de s'en libérer en recourant à

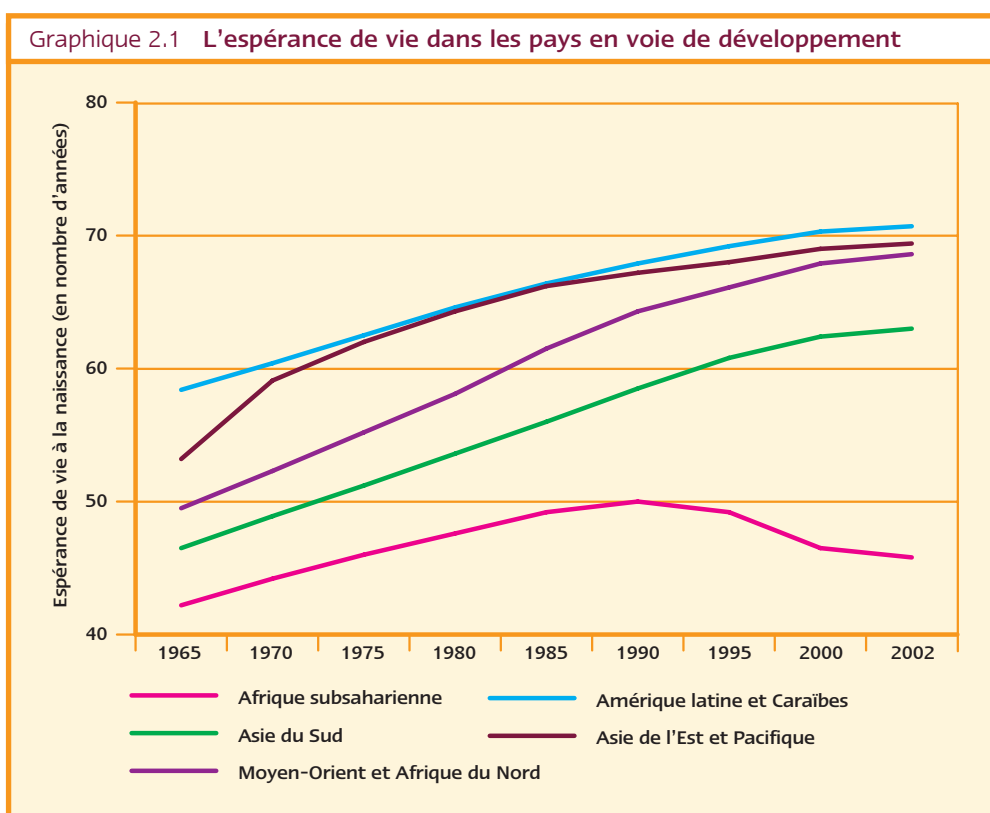
leurs propres ressources³. Ils dépendent du travail de chaque jour. Ils possèdent peu de biens et pas d'instruction.

6 Qu'est-ce qui rend les gens pauvres ? La première réponse, et la plus importante pour l'Afrique, doit être l'absence de croissance économique au cours des décennies passées. Pour la plupart des pauvres en Afrique, la pauvreté est une chose avec laquelle ils sont nés, dont il est pratiquement impossible de sortir. Lorsque la grande majorité de la population est pauvre et que l'économie stagne, les caractéristiques individuelles des pauvres sont moins importantes que le contexte général pour déterminer l'incidence globale de la pauvreté. En outre, les économies de l'Afrique ayant stagné alors que la population connaissait une croissance rapide, le pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté. Cette tendance s'est poursuivie dans les années 1990, en dépit de l'amélioration économique qui s'est fait ressentir vers la fin de la décennie.

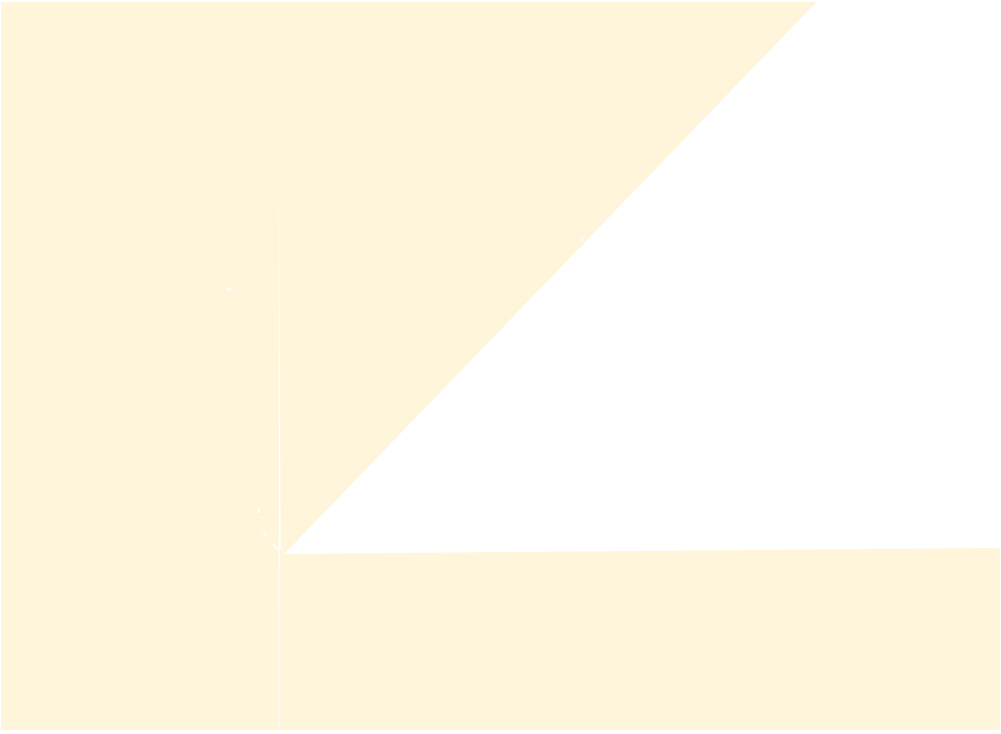
7 Au-delà de ces problèmes de stagnation économique à long terme, il existe de nombreux facteurs individuels et régionaux qui peuvent plonger les gens dans la pauvreté ou les faire descendre plus bas s'ils sont déjà pauvres. Il est possible de devenir pauvre à la suite d'une crise personnelle, une maladie par exemple, ou en raison d'un choc plus généralisé, comme une sécheresse ou une chute des cours des cultures d'exportation. Lorsque la pauvreté ne touche qu'une personne ou un ménage, il est plus facile de s'en sortir, car la communauté peut offrir une aide. Mais lorsque des communautés entières sont touchées, ce qui peut se produire en cas de sécheresse, de conflit ou de propagation du VIH/SIDA, ces systèmes de soutien mutuel commencent à s'effriter. Une période de maladie peut alors obliger une personne à vendre tous ses biens pour pouvoir acheter de la nourriture. Il arrive inévitablement un moment où la famille et la communauté ne peuvent plus aider les pauvres. La capacité de sortir d'une crise est non existante ou extrêmement lente. En Éthiopie, 10 ans après la famine de 1984, les gens avaient encore un dixième d'animaux en moins de ce qu'ils avaient avant la famine⁴. Les personnes et les familles se trouvent prises au piège dans les cercles vicieux de la pauvreté, qui peuvent

2.2 Qu'est-ce qui est arrivé à la pauvreté ?

9 La pauvreté et la faim s'aggravent en Afrique subsaharienne. Le nombre de pauvres devrait passer de 315 millions en 1999 à 404 millions en 2015. Environ 34 % de la population souffrent de malnutrition, soit près de deux fois plus que dans le reste du monde en développement. L'impact de la faim sur la santé des enfants africains est difficile à mesurer. La faim fait plus de victimes que toutes les autres maladies infectieuses du continent – le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose – prises ensemble⁷. La malnutrition dans la petite enfance a des conséquences à long terme irréversibles, pas seulement sur la santé mais aussi sur les résultats scolaires et sur la capacité future d'avoir un emploi⁸. Les autres indicateurs sont tout aussi décourageants. L'espérance de vie moyenne (cf. graphique 2.1) en Afrique est de 46 ans seulement, contre 63 ans en Asie du Sud et 69 ans en Asie de l'Est⁹. L'accès à l'eau propre en Afrique est également tombé en deçà des niveaux du reste du monde en développement (58 % en Afrique en 2002, contre 84 % en Asie du Sud)¹⁰. Seul le secteur de l'éducation est plus encourageant, l'alphabétisation ayant fortement augmenté dans toutes les régions en développement ces dernières décennies.



Source : Banque mondiale, 2004a



10 Les comparaisons avec l'Asie du Sud et de l'Est sont révélatrices (cf. graphique 2.2). Il y a trente ans, le revenu moyen en Afrique subsaharienne était le double de celui de l'Asie du Sud et de l'Asie de l'Est (cf. graphique 2.3). Pourtant, en dépit du fait que ces régions regroupent 60 % de la population du monde en développement, la crise de la pauvreté dans le monde est maintenant localisée en Afrique. Les revenus africains moyens sont maintenant inférieurs de plus de moitié à ceux de l'Asie de l'Est, où le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour a considérablement baissé depuis 1981¹¹. De plus en plus, nous voyons une évolution similaire en Inde et en Asie du Sud¹². Les revenus en Amérique latine sont huit ou neuf fois plus élevés qu'en Afrique subsaharienne, et ceux du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont cinq fois plus élevés¹³. L'Afrique est en outre le seul continent où la part de la population vivant dans la pauvreté s'élargit¹⁴.

11 **Mise en garde à propos de la diversité** Avant d'examiner les causes de ce déclin spectaculaire, nous devons garder à l'esprit – comme nous devons le faire tout au long de ce rapport – que l'Afrique subsaharienne se compose de 48 pays, avec des différences marquées entre ces pays et à l'intérieur de ces pays. Les chiffres globaux que nous utilisons pour établir des comparaisons avec d'autres régions masquent une variété considérable. Les pays varient considérablement en termes de population, de densité et de richesse en ressources naturelles¹⁵. Chacun a sa propre histoire, sa culture, son expérience coloniale et ses structures institutionnelles et a fait sa propre expérience de la croissance et de la lutte contre la pauvreté. La tableau 2.1 donne une indication des niveaux de pauvreté dans des pays d'Afrique sélectionnés, pour illustrer la différence d'expérience. Comparez, par exemple, le revenu par habitant du Ghana (2 141 USD, après ajustement en fonction de la PPA) avec celui de la Zambie (839 USD)¹⁶.

12 De même, l'expérience varie considérablement à l'intérieur des pays africains, y compris entre les régions et entre les zones rurales et les zones urbaines. Par exemple, en Ouganda, 42 % des habitants des zones rurales vivent dans la pauvreté, contre 12 % seulement dans les zones urbaines¹⁷.

Tableau 2.1 : La pauvreté dans des pays d'Afrique sélectionnés		
	(1) Pourcentage de la population vivant avec moins de 1 USD par jour (étude de 1998)	(2) RNB par habitant, PPA (USD international courant) 2003
Burkina Faso	44,9	1 112
Burundi	54,6	635
Côte d'Ivoire	15,5	1 520
Ghana	44,8	2 141
Zambie	63,7	839

Source : (1) Statistiques sur le développement international du ministère britannique du développement international (DFID), 99/00-03/04¹⁸

(2) Banque mondiale, 2004a

13 Bien que la stagnation en Afrique soit répandue, le tableau n'est pas sombre partout. Loin de là. De nombreux pays d'Afrique ont pris leurs problèmes en charge et montré que la réussite est possible. En 2003, 24 pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré des taux de croissance de 5 % ou plus¹⁹. Le recul de la pauvreté est manifestement lié à la croissance économique. L'Asie de l'Est a connu une croissance plus rapide que l'Asie du Sud et la pauvreté y a reculé plus vite. Par contre, la production par habitant a diminué en Afrique et la pauvreté s'est accentuée²⁰. De même, les pays d'Afrique qui ont réussi à faire reculer la pauvreté ces vingt dernières années sont ceux qui ont enregistré la croissance la plus rapide. Au Mozambique, par exemple, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a diminué entre 1997 et 2000, période au cours de laquelle le revenu par habitant a augmenté au rythme de 3,3 % par an²¹.

14 Mais la croissance ne suffit pas pour faire reculer la pauvreté. Les pays doivent également renforcer la capacité des pauvres de participer pleinement à l'économie et à la société, par exemple en investissant plus dans la santé et l'éducation.²² Plus largement, l'environnement économique, juridique, politique et gouvernemental façonne les possibilités de participation pour les pauvres²³. Nous reviendrons plus en détail là dessus dans les chapitres suivants.

2.3 Les causes

15 Toute proposition d'action doit reposer sur une compréhension non seulement de la situation actuelle, mais également de ce qui nous y a amenés. Au cours des décennies passées, les plus grands obstacles au développement de l'Afrique ont été une géographie difficile et la mauvaise gouvernance, concept que nous définissons comme « la manière de gouverner » ou la façon dont l'État fonctionne (ou ne fonctionne pas). La géographie peu propice au développement de l'Afrique a été aggravée par les systèmes d'investissement et les frontières hérités de l'époque coloniale. La mauvaise gouvernance résulte également des politiques des colonisateurs, mais aujourd'hui la gouvernance est pour l'essentiel façonnée par les pays eux-mêmes. De plus en plus, les Africains prennent des mesures efficaces pour améliorer la gouvernance, et le résultat pourrait être un renouveau du développement du continent. La bonne gouvernance peut même permettre aux pays de surmonter les problèmes liés à une géographie peu favorable, s'ils ont la capacité de gérer la construction des ports et des infrastructures de transport, d'étendre la coopération régionale et, d'une manière générale, de veiller à ce que les frontières politiques ne deviennent pas des frontières économiques.

16 Bien que la gouvernance et la géographie soient les termes employés pour décrire les principales causes de l'absence de développement en Afrique, si nous examinons la question d'un peu plus près, nous voyons que les difficultés de l'Afrique ont plusieurs causes. Ces causes sont complexes et liées entre elles, et le fait de les présenter nous donne une indication de l'ampleur du défi auquel l'Afrique se trouve actuellement confrontée. Il est utile de les envisager dans quatre grandes catégories : *la politique*, y compris la gouvernance et les conflits ; *les facteurs structurels*, y compris la fragmentation, le coût du transport et le rôle de l'agriculture, la manufacture et les services ; *l'environnement et la technologie*, y compris le climat, l'eau, la désertification, la déforestation et le développement technologique ; et *les facteurs humains*, la santé, l'éducation et la croissance et la structure d'âge de la population.

2.3.1 Causes politiques

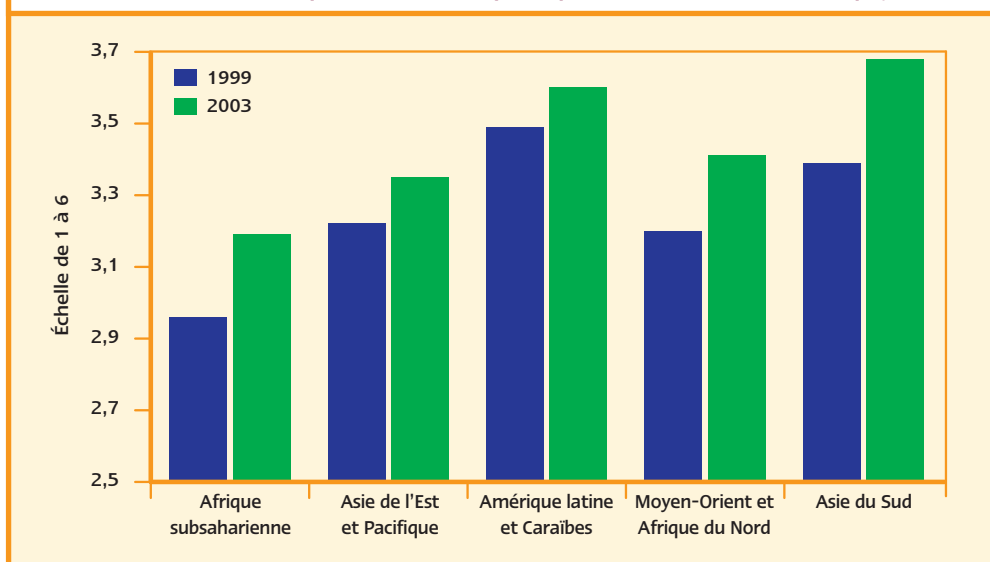
La mauvaise gouvernance

17 Dans les années 1960, pendant les années qui ont immédiatement suivi l'indépendance, les revenus moyens ont augmenté en Afrique. Lorsque l'Afrique s'est trouvée confrontée à une multitude de problèmes dans les années 1970 et 1980, les revenus par habitant ont nettement baissé. Cette période était caractérisée par des gouvernements non démocratiques, la corruption généralisée et l'inefficacité des États.

18 Plus précisément : l'Afrique a souffert de gouvernements qui ont pillé les ressources de l'État, qui ne pouvaient pas ou ne voulaient pas fournir de services à leurs citoyens, qui étaient souvent voraces et qui extrayaient pour leur compte personnel les ressources de leur pays, qui maintenaient leur mainmise par la violence et les pots-de-vin et qui dilapidaient ou volaient l'aide. Il est même arrivé, pendant la guerre froide notamment, que ces gouvernements reçoivent un soutien actif de la part des donateurs. Mais, en définitive, la gouvernance vient de l'intérieur. C'est donc de l'Afrique que le changement devra venir. Plus l'Afrique fera pour faire naître le changement, plus le soutien externe sera efficace. En effet, le soutien externe peut également favoriser le changement.

19 La Commission est convaincue que la bonne gouvernance est la solution pour la croissance et la participation. Bien que l'Afrique ait toujours du retard par rapport aux autres régions, la gouvernance s'est nettement améliorée ces dernières années.²⁴ Ces cinq dernières années, plus des deux tiers des pays d'Afrique subsaharienne ont eu des élections multipartites et plusieurs ont connu des changements de gouvernement qui se sont déroulés de manière pacifique et démocratique²⁵. Toutes les élections n'ont pas supposé une passation des pouvoirs et il y a encore des présidents apparemment indélogeables mais, en termes de libertés politiques, l'Afrique a accompli des progrès considérables ces 20 dernières années.

Graphique 2.4 **Qualité de la gouvernance dans les pays en voie de développement, mesurée par l'évaluation politique et institutionnelle des pays (EPIP)**



Source : Base de données de l'EPIP de la Banque mondiale

20 La gouvernance s'est aussi améliorée sur d'autres fronts, y compris ceux plus directement liés à la croissance économique. L'élaboration d'indices de gouvernance a considérablement progressé ces dernières années et ces indices montrent que les améliorations de la gouvernance en Afrique ne sont pas limitées à un ou deux pays. Néanmoins, si nous examinons les indicateurs de gouvernance économique pour l'ensemble du continent ces dernières années, nous voyons que l'Afrique subsaharienne reste en retard par rapport aux autres régions, mais l'aspect positif est que ces indicateurs augmentent au moins aussi rapidement en Afrique que dans n'importe quelle autre région (cf. graphique 2.4). Ainsi, l'Afrique travaille à la création des conditions dans lesquelles la croissance aura des chances de décoller.

Les conflits civils

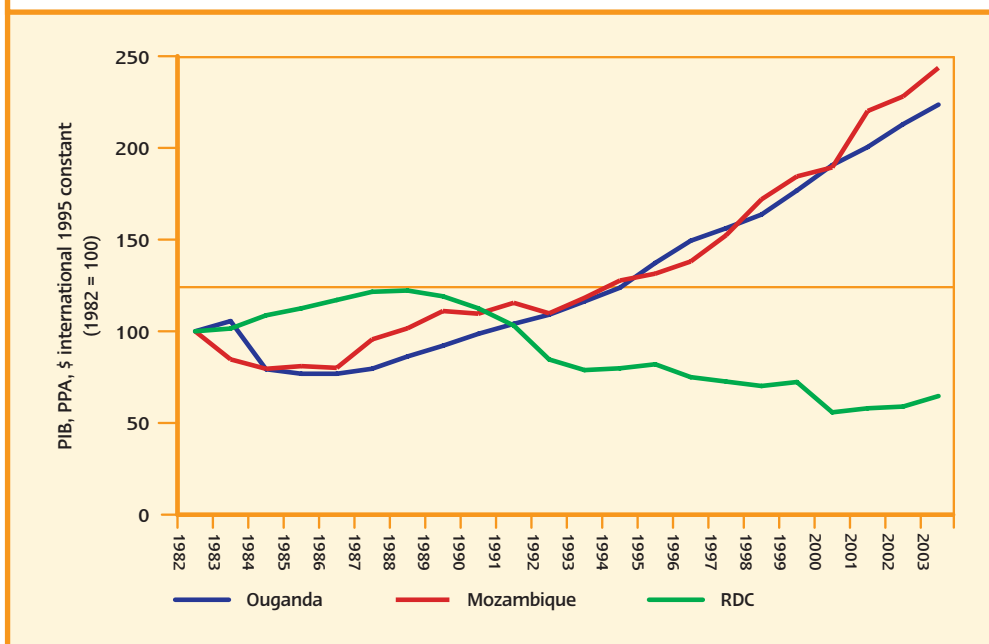
21 Un facteur important qui a créé et entretenu la pauvreté en Afrique est la guerre et l'insécurité. L'Afrique a connu plus de conflits violents que n'importe quel autre continent ces dernières décennies en raison de la guerre civile, de la violence localisée et du manque général de sécurité qui règne dans de nombreux pays. Sur le plan de la vie humaine, le bilan des victimes est très lourd : les conflits causent autant de victimes en Afrique chaque année que les maladies contagieuses et en tuent et déplacent plus que la famine ou les inondations²⁶. À elle seule, la guerre civile de la République démocratique du Congo a fait environ quatre millions de victimes entre 1998 et 2002²⁷. Lorsque les gens sont obligés de fuir leurs domiciles, la malnutrition et la maladie suivent inévitablement. Ceux qui souffrent le plus de la violence sont les pauvres et les personnes vulnérables, dont nombre de femmes et d'enfants²⁸. L'on dénombre 13 millions de déplacés internes en Afrique, à la suite d'un conflit violent dans la plupart des cas, et 3,5 millions de réfugiés²⁹.

22 Les choses se sont toutefois améliorées ces dernières années. Le nombre de guerres civiles est passé de 15 à neuf entre 2002 et 2003, l'Union africaine jouant un rôle essentiel dans la résolution des conflits. Mais la situation reste grave et les problèmes difficiles à résoudre en République démocratique du Congo, à Darfur, dans le nord de l'Ouganda et en Côte d'Ivoire. Sans sécurité, et sans efforts plus soutenus et plus fructueux dans la prévention des conflits violents, l'Afrique n'atteindra pas ses objectifs de développement économique ou humain. Les causes des conflits sont complexes, mais la pauvreté, l'exclusion, la mauvaise gouvernance politique ou économique, l'échec du système judiciaire et la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles ont tous un rôle à jouer. Nous y reviendrons plus en détail au chapitre 5.

23 Il ne fait aucun doute que la guerre et la mauvaise gouvernance entraînent le déclin économique, mais l'inverse est également vrai : surmonter les conflits et promouvoir une meilleure gouvernance entraînent des améliorations rapides en termes de croissance économique. C'est ce qui ressort clairement de l'expérience du Mozambique et de l'Ouganda des deux décennies passées (cf. graphique 2.5).

24 Après que la paix relative est revenue en Ouganda en 1986 et au Mozambique en 1992, leurs gouvernements ont nettement amélioré la gouvernance et la politique, avec un soutien marqué de la part des donateurs. La croissance a vite décollé et a été soutenue, ce dont il a résulté un recul rapide de la pauvreté. Le nombre d'Ougandais vivant au-dessous du seuil de pauvreté d'un dollar par jour a nettement diminué et est passé de 56 % en 1992 à 35 % en 2000³⁰. Au Mozambique, la part des pauvres est passée de 69 % en 1997 à 54 % en 2003³¹. Par comparaison, en République démocratique du Congo, où la guerre et la mauvaise gouvernance ont persisté, les revenus et les niveaux de vie ont continué à baisser et la pauvreté s'est accentuée.

Graphique 2.5 La croissance dans les pays d'Afrique subsaharienne sortant d'un conflit



Source : Banque mondiale, 2004a

2.3.2 Causes structurelles

La faiblesse du climat des investissements

25 Ce qui est nécessaire pour tirer la croissance économique, c'est l'esprit d'entreprise des Africains. Cela vaut autant pour l'agriculture, qui est le secteur d'activité de la plupart des entrepreneurs africains, que pour les affaires en général, à n'importe quelle échelle. Pourtant, les investisseurs nationaux ou étrangers placent leur argent seulement là où ils jugent les risques acceptables par rapport aux rendements. Lorsque la gouvernance est faible, que la corruption prévaut ou que les infrastructures sont insuffisantes, les investisseurs rechignent à risquer leurs ressources. Changez cela et la croissance ne tardera pas à suivre.

26 C'est ce qui s'est passé en Ouganda. De grandes réformes en vue d'améliorer le climat des investissements du pays ont permis à la croissance économique de décoller et d'atteindre une moyenne de 7 % par an environ entre 1993 et 2002 et, comme nous l'avons vu, la pauvreté a fortement reculé. L'amélioration du climat des investissements peut attirer plus de revenus dans un pays que tous les flux d'aide mondiaux³². De plus en plus de personnes ont pris conscience de ce fait ces dernières années – et de ce que les gouvernements nationaux, les pays développés et le monde des affaires peuvent faire pour améliorer le climat des investissements. Parmi les mesures envisageables, citons : rendre la taxation prévisible et transparente, lutter contre la corruption, adoucir la réglementation des affaires, mettre en place un cadre juridique efficace et équitable et améliorer les systèmes de gestion des finances publiques. Par exemple, il faut deux jours pour monter une entreprise en Australie. Il en faut 203 dans la République démocratique du Congo pour qui souhaite passer par la voie officielle³³.

27 D'autres facteurs ont une influence sur l'amélioration du climat des investissements : la lutte contre l'instabilité politique, la résolution des conflits et la lutte contre la criminalité³⁴. La suppression de l'instabilité peut se traduire par une augmentation des investissements de 30 %. Les perceptions sont particulièrement importantes à cet égard. En effet, plusieurs études montrent que le fait que l'Afrique soit perçue comme une grande région à risque constitue un des plus grands obstacles aux investissements³⁵. En d'autres termes, la mauvaise réputation de certains pays a tendance à déteindre sur tous les pays d'Afrique, même sur ceux qui ont accompli le plus de progrès dans l'amélioration du climat des affaires. Un examen détaillé du climat des investissements et de la manière de le modifier graphique au chapitre 7.

La dépendance vis-à-vis des produits de base

28 L'Afrique a également été vulnérable à la baisse et à l'irrégularité du cours des marchandises, ce d'autant plus qu'elle dépend d'un éventail limité de produits. De 1980 à 2000, la plus grande chute des cours a été enregistrée pour le coton (47 %), le café (64 %), le cacao (71 %) et le sucre (77 %) ³⁶. Sur une courte période, les pertes peuvent être très graves. Entre 1986 et 1989, l'Afrique subsaharienne a subi des pertes liées à la chute des cours de 56 milliards d'USD, soit environ 15-16 % du PIB de cette période³⁷. Ces trente dernières années, les prix à l'exportation en Afrique subsaharienne étaient deux fois plus instables qu'en Asie de l'Est, et près de quatre fois plus instables que ceux des pays développés³⁸. La dépendance vis-à-vis des produits de base a donc peu de chances de constituer une bonne stratégie de développement à long terme³⁹. Nous reviendrons sur ce point au chapitre 8.

Le coût du transport et autres legs de l'époque coloniale

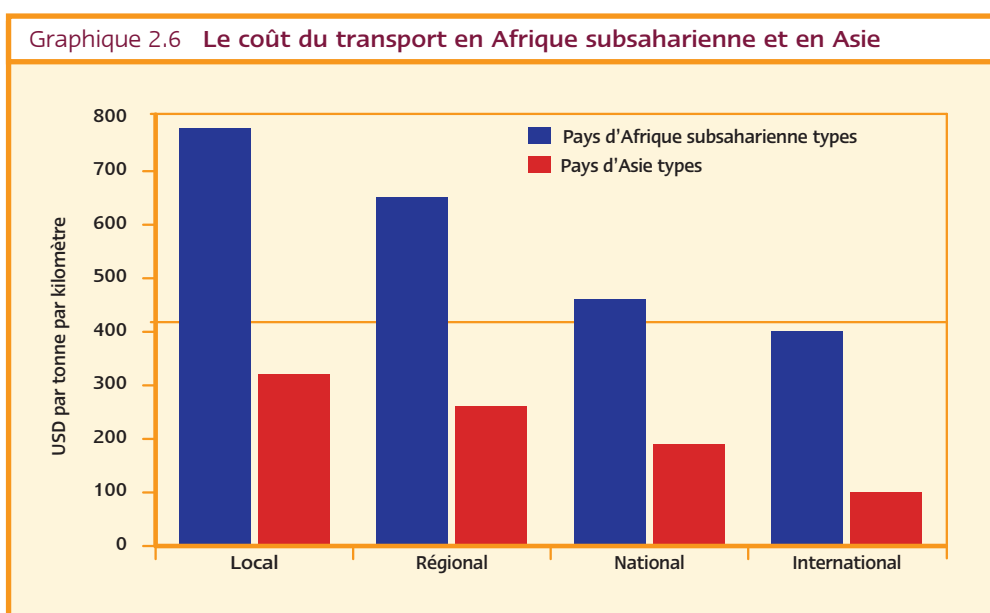
29 L'époque coloniale a considérablement contribué à façonner les problèmes auxquels l'Afrique se trouve actuellement confrontée. Les puissances coloniales sont à l'origine de nombre des divisions de la structure politique fragmentée de l'Afrique subsaharienne et elles ont également construit des infrastructures axées sur l'extraction des ressources naturelles de l'Afrique plutôt que sur l'intégration du continent ou le développement des liaisons avec l'Est. En effet, l'histoire de l'Afrique a renforcé ses faiblesses géographiques au lieu de l'aider à les surmonter. La comparaison de la carte du réseau ferroviaire africain avec celle de l'Inde est très révélatrice : le réseau ferroviaire de l'Inde relie le sous-continent, alors que celui de l'Afrique relie simplement des lieux d'extraction aux ports de départ des exportations, vers l'Europe principalement. Aujourd'hui, les frais de transport – locaux, nationaux ou internationaux – sont environ deux fois plus élevés en Afrique que ceux d'un pays d'Asie type (cf. graphique 2.6). La réponse à une baisse du coût du transport pourrait être très élevée : d'après une estimation, si l'Afrique pouvait réduire le coût du transport de moitié, le transport pourrait être multiplié par cinq⁴⁰.

30 L'héritage colonial ne se limite pas à l'infrastructure de transport. Par rapport au sous-continent indien, où un système administratif efficace a été instauré, l'Afrique a été mal servie. L'Afrique est sortie de l'ère coloniale avec des structures de gouvernance nettement plus faibles que celles des autres anciennes colonies, ce qui s'est ajouté au problème des infrastructures. Par conséquent, les frontières politiques souvent illogiques des pays enclavés sont devenues des frontières économiques.

L'entrée tardive dans l'industrie manufacturière

31 Ces vingt dernières années, les exportations de produits manufacturés de l'ensemble des pays en voie de développement ont connu une expansion phénoménale, la part des produits manufacturés dans leurs exportations totales étant passée de 20 à 80 %. L'Asie a ouvert la voie. Mais, en raison de tous les problèmes que nous avons décrits, l'Afrique a pris du retard dans la diversification des exportations et il lui sera de plus en plus difficile de percer sur les marchés des produits manufacturés.

32 Les pays d'Asie et d'Amérique latine devançant nettement l'Afrique en ce qu'ils ont développé les infrastructures industrielles, les compétences et la culture de l'apprentissage nécessaires pour progresser rapidement. Au décollage tardif de l'industrie manufacturière en Afrique s'ajoute le problème du coût de la main-d'œuvre : contrairement à ce que certains pensent, la main-d'œuvre n'est pas beaucoup moins chère en Afrique qu'en Asie. Par conséquent, la région reste prise au piège de la dépendance vis-à-vis des produits de base, avec leurs fluctuations des cours marquées. Nous y reviendrons aux chapitres 7 et 8.



Source : P.Starkey et al, 2002

2.3.3 Causes environnementales et technologiques

La faiblesse de la productivité agricole

33 L'agriculture est un élément essentiel de la plupart des économies d'Afrique. Pour la majorité de la population, elle est la principale source de revenus, à tel point qu'il est difficile d'envisager un décollage de la croissance en Afrique sans amélioration du secteur de l'agriculture. Cela ne se produira pas sans investissements dans les routes rurales, l'électrification, l'irrigation, de nouvelles cultures et les changements technologiques. Sur ce plan également, l'Afrique est restée à la traîne. Nous avons déjà souligné le problème du coût du transport, qui a les répercussions les plus fortes sur les zones rurales. L'irrigation est un autre exemple : la part des terres irriguées en Afrique n'a pour ainsi dire pas changé ces 20 dernières années (4 % environ), alors que celle de l'Asie du Sud est passée à 40 %.

34 Comme le transport, l'irrigation coûte cher et a été très négligée par l'Afrique. Pour changer les choses, il faudra un soutien important de la part de la communauté des donateurs en faveur d'un programme complet d'amélioration de la production et du rendement de l'agriculture. Cela signifie qu'il faut non seulement améliorer le transport et l'irrigation, mais aussi effectuer plus de recherche, innover et mettre en pratique davantage, construire des infrastructures post-récolte et développer les marchés locaux et les institutions. Cela suppose une amélioration de la protection du droit d'occupation des terres et la création d'un climat plus favorable aux investissements afin d'inciter les agriculteurs africains à améliorer leurs terres, leurs méthodes et leurs cultures.

35 Enfin, ce qui est particulièrement important, il faudra également que les pays développés ouvrent leurs marchés aux produits africains. Pour tout complément d'information sur l'agriculture en Afrique, prière de se reporter au chapitre 7 (sur l'agriculture et la croissance) et au chapitre 8 (sur le commerce agricole).

Les changements climatiques et l'environnement fragile de l'Afrique

36 La dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'agriculture et ses niveaux d'irrigation très bas la rendent particulièrement vulnérable aux caprices de son climat extrêmement variable. Les précipitations sont irrégulières et des risques naturels tels que les sécheresses et les inondations sont fréquents. Non seulement ces risques constituent une menace pour la vie, mais il en résulte aussi un échec régulier des cultures, la perte de bétail et des dommages graves aux habitations et infrastructures. La variabilité du climat ainsi que la fréquence et le caractère extrême des risques environnementaux en Afrique ne feront qu'augmenter sous l'effet des changements climatiques.

37 L'Afrique a également, ces dernières décennies, subi une dégradation environnementale croissante, telle que la déforestation, la désertification, la baisse de la productivité du sol, la perte de biodiversité et l'épuisement de l'eau douce.

38 Toutes ces difficultés environnementales ont des implications pour la production des cultures, la sécurité alimentaire et l'alimentation en eau, pour la santé et les revenus des pauvres et pour la soutenabilité de la croissance économique (cf. chapitre 7).

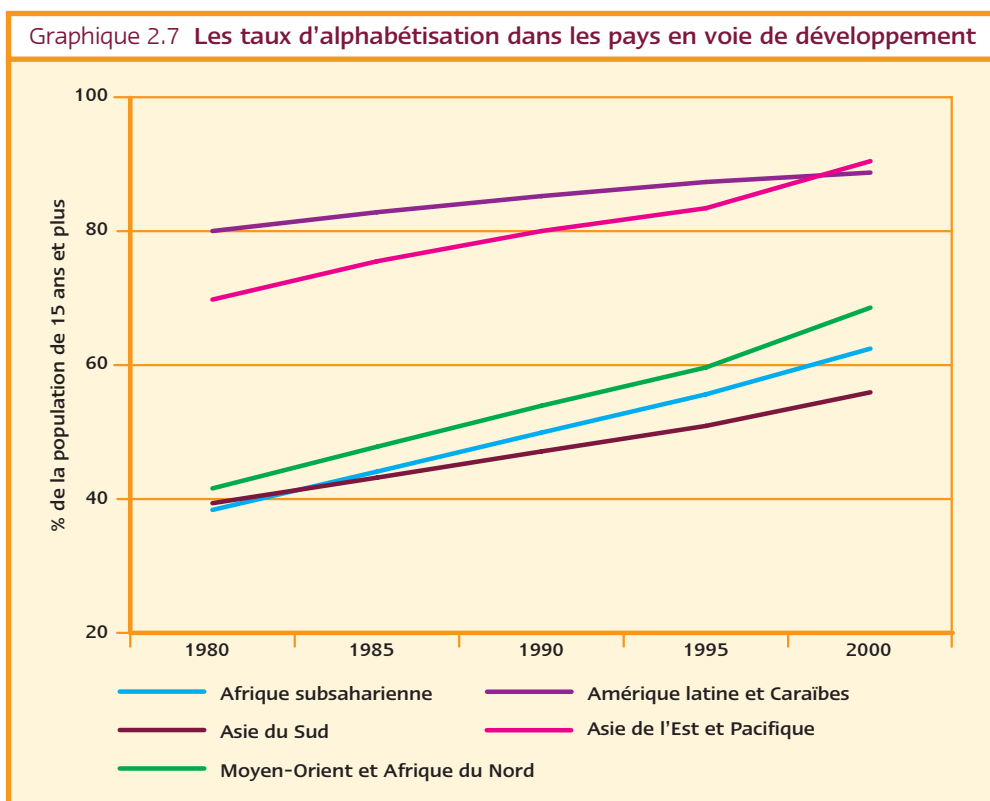
2.3.4 Causes humaines

L'impact de la mauvaise santé et du manque d'instruction

39 Une main-d'œuvre en bonne santé et qualifiée est essentielle à la réussite de toute activité économique. Un État qui investit dans la santé et dans l'éducation est un État qui investit dans le développement humain des enfants et des jeunes qui sont son avenir. Toutes les données disponibles montrent que les pays où les niveaux de santé et d'instruction sont bas ont plus de mal à entrer en phase de croissance économique.

40 Là encore, une comparaison avec l'Asie de l'Est et l'Asie du Sud n'est pas favorable à l'Afrique. Pendant la crise économique et l'ajustement structurel des années 1970 et 1980, les investissements dans la santé et l'éducation ont souffert dans la plupart des pays d'Afrique. Le ralentissement de la croissance ou le déclin économique ont nui aux finances publiques, alors que la population connaissait une croissance très rapide. Le coût du service de la dette a entraîné des coupes dans les budgets des services médicaux et des écoles. De nombreux systèmes médicaux et éducatifs ont commencé à s'effondrer. Le fléau du VIH/SIDA n'a fait qu'accroître les difficultés auxquelles les services médicaux se trouvaient déjà confrontés en raison de la tuberculose, de le paludisme, des maladies gastro-intestinales et des autres maladies liées à la pauvreté.

41 Dans le domaine de l'éducation, le tableau est un peu plus encourageant. Partant d'un bas niveau, le taux de scolarisation dans les écoles primaires d'Afrique a augmenté de 38 % entre 1990 et 2000. Les progrès accomplis par l'Afrique ont été impressionnants, l'alphabétisation ayant augmenté aussi vite que dans d'autres régions en développement ces dernières décennies (cf. graphique 2.7). Mais il reste des difficultés énormes à surmonter. Dans l'ensemble, environ 47 millions d'enfants africains ne vont pas à l'école et seulement un sur trois de ceux qui commencent l'école primaire terminent leur cycle. Par ailleurs, les systèmes d'enseignement secondaire et universitaire – qui sont essentiels à l'amélioration des compétences du secteur public comme du secteur privé – se sont atrophies. Nous y reviendrons plus en détail au chapitre 6.



Source : Banque mondiale, 2004a

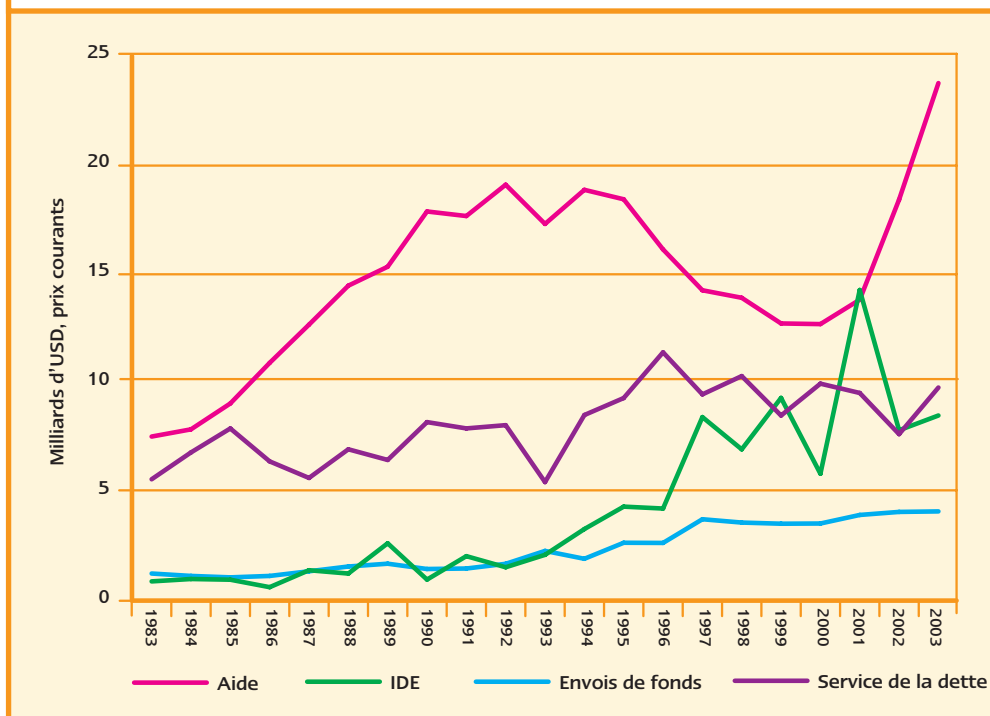
Les pressions de la croissance de la population et de l'urbanisation

42 Entre 1980 et 2002, la population de l'Afrique subsaharienne est passée de 383 à 689 millions d'habitants, soit une augmentation de 80 %. La population augmente au rythme de 2,7 % par an, ce qui est beaucoup plus rapide qu'en Asie du Sud (2 %) et qu'en Asie de l'Est et dans la région Pacifique (1,4 %). Au rythme de croissance de l'Afrique, la population double tous les 25 ans. Les taux de fécondité élevés et la croissance rapide de la population s'expliquent par plusieurs facteurs : les bas revenus, la stagnation économique (qui abaisse les espérances de revenus futurs), les faibles niveaux d'instruction des femmes et la mortalité infantile élevée. Cette croissance rapide a eu plusieurs effets. La population de l'Afrique est beaucoup plus jeune que celle des autres régions : 44 % des habitants ont moins de cinq ans, contre seulement 34 % en Asie du Sud et 26 % en Asie de l'Est⁴¹.

43 Cette population en croissance arrive dans les villes à un rythme très rapide. La technologie agricole s'améliorant très lentement, la production agricole par hectare a stagné. Conjugué à la croissance de la population, ceci a entraîné un exode rural. En 1980, 28 % de la population habitait en ville. Aujourd'hui, d'après les estimations, ce chiffre se situerait à 37 % et devrait atteindre 50 % d'ici à 2020⁴². L'Afrique s'urbanise beaucoup plus rapidement que les pays développés ne l'ont fait, et près de deux fois plus vite que l'Asie et l'Amérique latine⁴³. En outre, contrairement à ce qui s'est passé sur d'autres continents, l'urbanisation de l'Afrique se produit à une époque de stagnation économique, ce dont il résulte ce que la section HABITAT de l'ONU appelle une « urbanisation prématurée ». Les pressions sur les investissements d'infrastructure en Afrique (pour le logement, l'alimentation en eau et l'assainissement) sont intenses. Environ 72 % de la population urbaine de l'Afrique vit dans des bidonvilles et dans des agglomérations de squatters dans des conditions effroyables⁴⁴. Nous reviendrons sur ces questions au chapitre 7.

44 En résumé, les causes du déclin de l'Afrique ces 30 dernières années sont complexes, mais se résument globalement à la gouvernance et à la géographie. Nombre des facteurs décrits dans cette section interagissent les uns avec les autres de différentes manières dans différents pays d'Afrique. Mais ce qui est clair, c'est que les difficultés auxquelles le continent se trouve confronté sont immenses. Le changement ne se produira pas sans l'engagement des dirigeants africains ni sans un soutien marqué de la part de la communauté internationale.

Graphique 2.8 Le service de la dette, l'aide, les envois de fonds et les IDE en Afrique subsaharienne



Remarque : le service de la dette correspond uniquement à la dette publique et la dette garantie publiquement.

Source : Banque mondiale, 2004e

2.4 Les relations de l'Afrique avec le monde développé

45 Si la stagnation ou le déclin économique de l'Afrique de ces 30 dernières années s'explique principalement par des facteurs internes, des forces externes ont également eu une influence considérable. Nous nous pencherons ici sur trois catégories de facteurs : les entrées et les sorties de capitaux, les mouvements de biens et services et les mouvements de personnes. Les mouvements de technologies et d'idées sont également très importants, bien que moins facilement mesurables.

46 Il existe cinq types de mouvements de capitaux en Afrique : les capitaux d'investissement entrant sur le continent (appelés investissements directs étrangers ou IDE), les fonds sortant d'Afrique (fuite des capitaux), les versements envoyés par les Africains qui vivent à l'étranger (envois de fonds), les sommes versées par l'Afrique au titre du service de la dette, et l'aide (souvent appelée aide officielle au développement ou AOD). Les données relatives à ces mouvements dans le temps sont présentées à la graphique 2.8.

Les investissements directs étrangers (IDE)

47 Les flux de capitaux d'investissement en Afrique ne sont pas très différents de la moyenne pour l'ensemble des pays en voie de développement, en pourcentage du revenu de l'Afrique. Ils représentent entre 2 et 3 % du PIB du continent, mais ils sont faibles en termes absolus. Ces investissements ne sont pas répartis dans un grand nombre de secteurs de l'économie en Afrique. Au lieu de cela, ils sont très fortement axés sur les industries reposant sur des ressources de valeur élevée, telles que le pétrole et les diamants. En fait, entre 1983 et 2002, 59 % des IDE totaux entrés en Afrique subsaharienne étaient destinés à trois pays seulement : l'Angola (13 %), le Nigeria (23 %) et l'Afrique du Sud (23 %). La plupart de ces IDE étaient destinés aux industries extractives.

48 Comme dans la plupart des autres parties du monde, l'essentiel des investissements réalisés en Afrique sont d'origine nationale. Mais parce que les IDE apportent des compétences et du savoir-faire et donnent accès à des réseaux commerciaux internationaux, l'Afrique a également besoin de niveaux d'investissements étrangers supérieurs pour l'aider à « rattraper ». Pour attirer des niveaux élevés d'IDE, il faut un climat nettement plus favorable aux investissements. Si un pays offre un environnement plus sûr pour ses habitants et un climat où les ressources peuvent être utilisées de manière plus productive, les entrées de capitaux augmenteront. Dans une grande mesure, il s'agit là d'une question d'amélioration de la gouvernance, comme nous l'avons vu plus tôt. Ce sujet est abordé plus en détail aux chapitres 4, 7 et 9.

La fuite des capitaux

49 Des sommes d'argent importantes quittent l'Afrique dans le cadre de la fuite des capitaux, problème qui touche l'Afrique beaucoup plus gravement que les autres régions en développement. Environ 40 % de l'épargne africaine est détenue à l'extérieur du continent, contre 6 % seulement pour l'Asie de l'Est et 3 % pour l'Asie du Sud⁴⁵. En 1990, en dépit de l'insuffisance des capitaux disponibles à des fins productives, l'Afrique a légèrement dépassé le Moyen-Orient (39 %) au niveau de la part élevée de richesses privées détenues à l'étranger.

50 Bien que la fuite des capitaux soit toujours difficile à estimer, elle s'élèverait aux environs de 15 milliards d'USD par an (soit à peu près l'équivalent de l'aide versée au continent ces 10 dernières années). Le meilleur mécanisme pour arrêter cette fuite des capitaux consiste, là encore, à améliorer le climat des investissements. Les épargnants ont

besoin d'avoir la certitude que le cadre juridique, bancaire et réglementaire est efficace, et que le système politique et économique est suffisamment stable pour garantir que leurs investissements ne seront pas volés, confisqués ou soumis à une taxation arbitraire. Alors seulement se sentiront-ils en sécurité pour investir leur argent dans leur pays, en Afrique.

Les envois de fonds

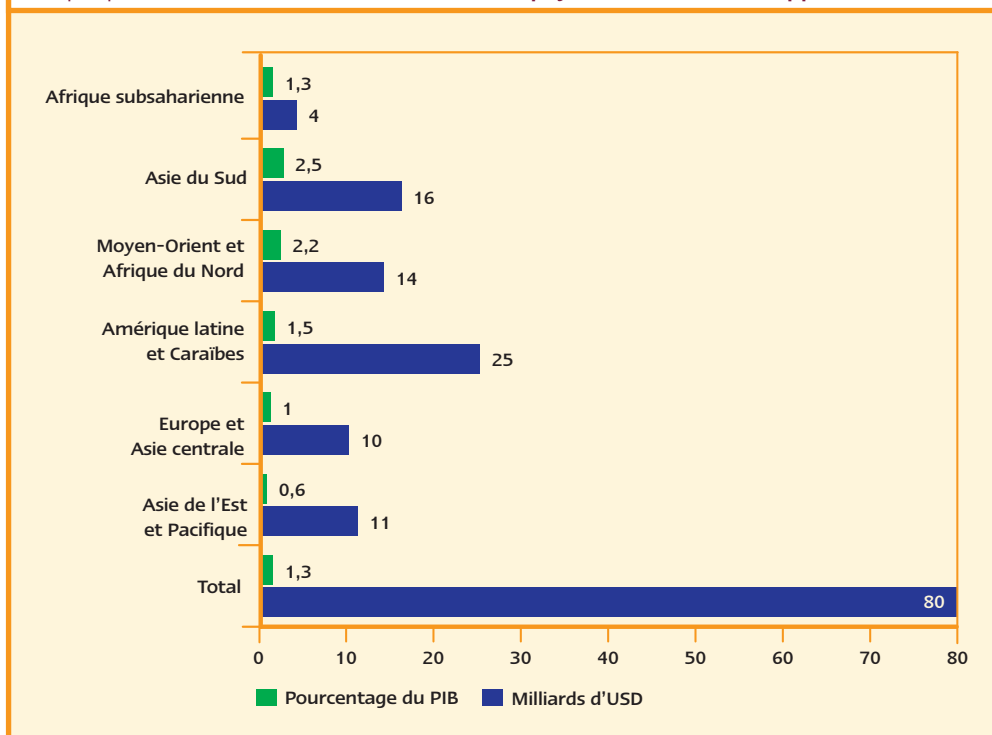
51 En pourcentage du PIB, la part des envois de fonds de l'Afrique est supérieure à celle de la région Asie de l'Est et Pacifique ou de la région Europe et Asie centrale. Cependant, en chiffres réels, l'Afrique reçoit moins en envois de fonds (ou transferts de fonds internationaux, principalement par des personnes physiques) que toutes les autres régions en développement – environ 4 milliards d'USD, d'après les chiffres officiels⁴⁶ (cf. graphique 2.9). Là encore, le niveau des envois de fonds dépend en partie du climat des investissements – les envois de fonds représentent un investissement dans la région par la diaspora et ils sont soumis aux mêmes considérations que les autres investissements en termes de risques. Par exemple, lorsque le climat des investissements s'est amélioré en Inde dans les années 1990, les envois de fonds des Indiens vivant à l'étranger ont sérieusement augmenté.

Le service de la dette

52 La dette que les pays africains ont contractée ces 30 dernières années continue à peser lourd sur les perspectives de développement du continent. De nombreux Africains éprouvent un ressentiment profond à propos des obligations créées par la dette. La dette a pour l'essentiel été contractée par des dictateurs qui se sont enrichis grâce au pétrole, aux diamants et aux autres ressources de leur pays et qui, pendant la guerre froide, ont bénéficié du soutien des pays qui aujourd'hui touchent le remboursement de la dette. Nombre de ces dirigeants ont pillé des milliards de dollars à leur pays en se servant des systèmes financiers des pays développés. La question de la dette est donc un sujet extrêmement sensible en Afrique.

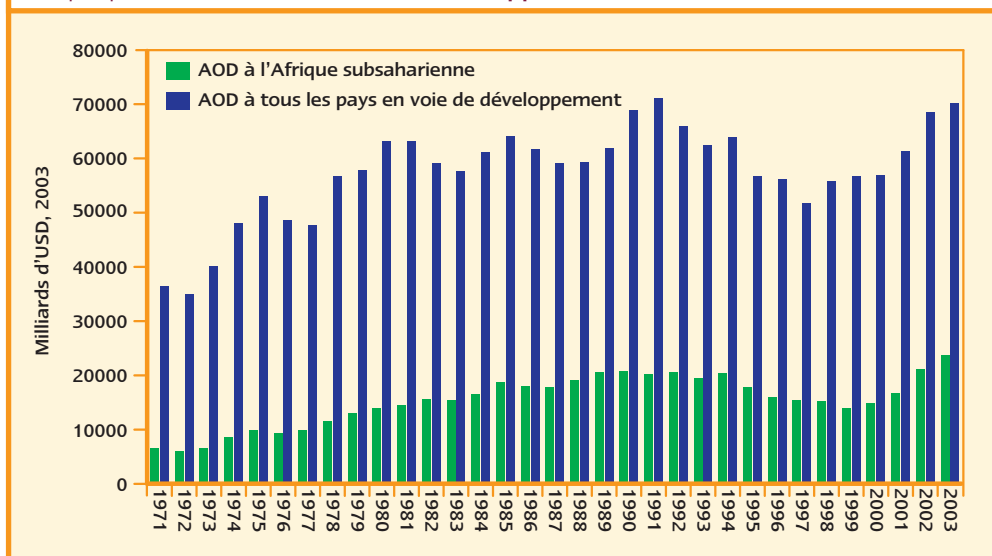
53 Au fil des ans, l'Afrique a eu du mal à rembourser les intérêts – sans parler du principal – de ses dettes nationales. La région a bénéficié de plusieurs séries de réduction de la dette, la dernière s'inscrivant dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés (PPTÉ), qui a nettement réduit la dette des pays répondant à ses critères. Mais, même après ces réductions, les gouvernements d'Afrique subsaharienne consacrent toujours plus d'argent, en moyenne, au service de la dette qu'à la santé (près de 3 % du revenu annuel). Ces dernières années, près de la moitié de toute l'aide versée à l'Afrique est retournée dans le monde développé au titre du remboursement de la dette : en d'autres termes, pour chaque dollar d'aide reçu, près de 50 cents sont directement retournés dans le monde développé pour le remboursement de la dette. L'allègement de la dette doit être une priorité essentielle.

Graphique 2.9 Les envois de fonds dans les pays en voie de développement en 2002



Source : Banque mondiale, 2003b

Graphique 2.10 L'aide officielle au développement (AOD) nette



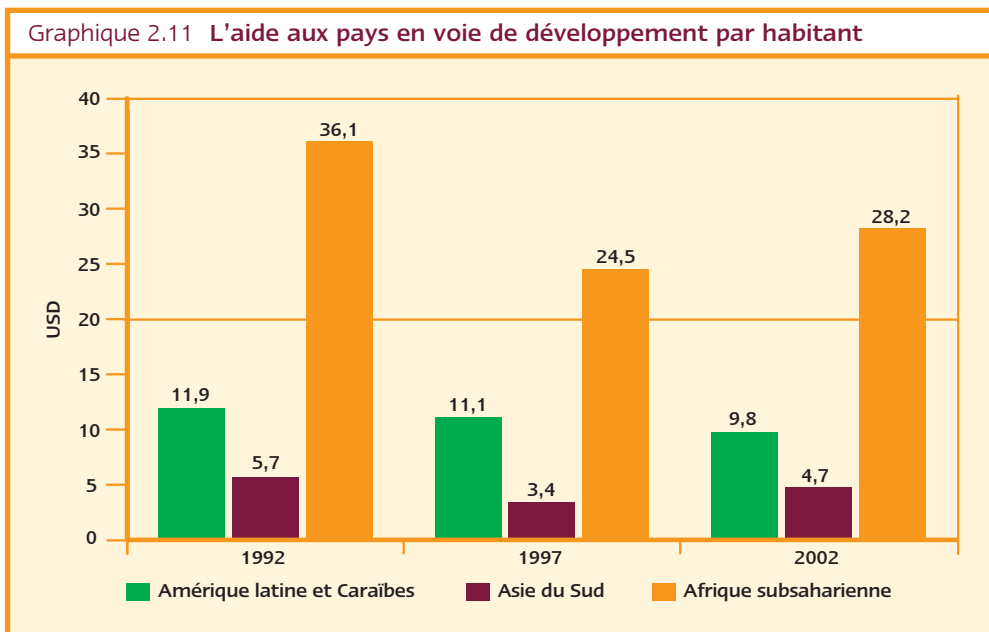
Source : base de données du Comité d'Assistance au Développement (CAD) de l'OCDE

L'aide

54 L'aide en faveur de l'Afrique a suivi les mêmes tendances que dans le reste du monde (cf. graphique 2.10). Elle a augmenté dans les années 1970 et 1980, en partie à la suite de la concurrence de la guerre froide, et est redescendue dans les années 1990. Elle a recommencé à augmenter dans les premières années de cette décennie, avec l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement à la fin de l'année 1999 et la conférence de Monterrey sur le financement du développement en 2002. En dollars, l'aide à l'Afrique a récemment dépassé son plafond historique précédent, qui était d'environ 20 milliards d'USD et qui a été atteint pour la première fois en 1990.

55 Mesurée en pourcentage des revenus des pays donateurs, toutefois, l'aide reste nettement inférieure aux niveaux passés. Globalement, l'aide représente actuellement 0,25 % des revenus des pays développés en moyenne. Au début des années 1960, ce chiffre se situait à environ 0,50 %, ce qui signifie que la fraction a baissé de moitié. Le monde développé est très loin d'atteindre le chiffre de 0,7 % auquel il s'est engagé en 1970.

56 À l'heure actuelle, l'Afrique tire environ 5 % de ses revenus de l'aide, chiffre beaucoup plus élevé que dans les autres régions en développement. Les niveaux d'aide par habitant sont également élevés par rapport aux autres régions (cf. graphique 2.11). Mais, en chiffres absolus, à 25-30 USD par personne par an, ce montant n'est pas élevé et il n'est guère plus élevé qu'à la fin des années 1990¹⁷. Pour que l'Afrique progresse rapidement, la communauté internationale devra verser beaucoup plus d'aide à l'Afrique. Comme nous le verrons, elle devrait verser au moins le double à moyen terme.



Source : Banque mondiale, 2004a

Le commerce

57 Ces dernières décennies, le rapport entre la rapidité de la croissance économique et le développement du commerce a été très net : les pays en voie de développement dont le commerce a progressé plus rapidement ont également enregistré une croissance plus rapide⁴⁸. Pourtant, bien que de nombreux pays en voie de développement aient vu leurs exportations monter en flèche au cours des décennies passées, cela n'a pas été le cas en Afrique. En fait, l'Afrique a vu sa part du commerce mondial passer de 6 % en 1980 à moins de 2 % en 2002. Si l'Afrique subsaharienne parvenait à augmenter sa part des exportations mondiales de seulement 1 %, elle générerait ainsi plus de 70 milliards d'USD⁴⁹ – le triple de l'aide qu'elle touche actuellement et près du quart de son revenu annuel total⁵⁰.

58 Il ne fait aucun doute que l'Afrique a souffert des restrictions imposées par les pays développés sur les importations de produits africains dans leur pays et que ces obstacles au commerce doivent être atténués. Mais d'autres pays en voie de développement se heurtent au même problème et, pourtant, ils ont accompli des progrès rapides sur le plan commercial. Ce n'est pas le cas de l'Afrique. Afin de comprendre pourquoi, nous irons, au chapitre 8, au-delà de la question du protectionnisme du monde développé afin de déterminer les contraintes qui pèsent sur la capacité de l'Afrique de produire et de vendre – ce que les économistes appellent « l'offre ».

La fuite des cerveaux

59 Les mouvements de personnes comme les mouvements de capitaux et de marchandises entrent dans le cadre des rapports économiques de l'Afrique avec le reste du monde. L'Afrique a sérieusement souffert de la fuite du capital humain, généralement appelée « fuite des cerveaux »⁵¹. D'après l'African Capacity Building Foundation, l'Afrique perdrait en moyenne 20 000 personnes qualifiées par an au profit des pays développés. Ce chiffre n'englobe pas le nombre considérable d'étudiants qui quittent le continent pour étudier à l'étranger. Un des exemples les plus extrêmes de la fuite des cerveaux cités par l'Office des migrations internationales est la Zambie : il y a quelques années, le pays avait 1 600 médecins, mais beaucoup ont quitté le pays et il n'en reste aujourd'hui plus que 400 en activité.

60 La fuite du capital humain est étroitement liée aux mêmes conditions que la fuite des capitaux financiers : les conflits, la mauvaise gouvernance et un climat peu favorable aux investissements. Si les conditions ne vous permettent pas d'utiliser vos talents, que vous soyez chef d'entreprise, médecin ou ingénieur, il y a de fortes chances pour que vous alliez offrir vos services ailleurs. Nous reviendrons sur cette question aux chapitres 4 et 6.

61 En conclusion, les facteurs externes continuent à fortement influencer le développement en Afrique et nombre d'entre eux sont appelés à s'accroître davantage encore avec la mondialisation. Le commerce extérieur et les mouvements internationaux de capitaux et de main-d'œuvre deviendront encore plus importants en tant que moteurs de la croissance. C'est la raison pour laquelle il est si important de démanteler les barrières auxquelles l'Afrique se heurte pour accéder aux marchés du commerce, des capitaux et des services dans les pays développés. Ces questions sont abordées aux chapitres 7, 8 et 9 de ce rapport, qui sont consacrés à l'économie.

62 Les pays développés ont contribué à renforcer les problèmes de l'Afrique de nombreuses autres manières. Citons par exemple la politique des entreprises internationales relative aux droits de propriété intellectuelle concernant l'Afrique – du prix des médicaments au non-paiement des actifs culturels et des idées. Parmi les facteurs particulièrement importants, citons également la faiblesse de la science et de la technologie en Afrique, laquelle est liée à des facteurs aussi bien internes qu'externes. Là

encore, la gouvernance est d'une importance capitale. Les gens ont nettement moins de chances d'acquérir des compétences ou des connaissances ou de les utiliser dans un pays lorsque les conditions ne sont pas favorables. Nous reviendrons sur ces questions dans les chapitres qui suivent.

2.5 Conclusion

63 L'analyse des causes des échecs passés et des raisons de certains succès récents nous amène à penser que l'esprit d'entreprise de l'Afrique peut être libéré et que la croissance et la réduction de la pauvreté s'ensuivront. Les mesures nécessaires pour libérer ces énergies doivent provenir d'Afrique et avoir comme point de départ une gouvernance nettement meilleure. Mais tout ira beaucoup plus vite si le monde développé offre un soutien marqué et soutenu. Tel est en effet le thème central du présent rapport.

64 L'efficacité du soutien externe dépend fondamentalement de la poursuite de l'amélioration de la gouvernance en Afrique et des améliorations de la qualité de l'aide provenant de l'extérieur. Ce qui nous rend optimistes, c'est le fait que de nombreux gouvernements africains se soient engagés à améliorer la gouvernance. Cela est manifeste dans le programme de l'Union africaine, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD/UA), qui développe des programmes destinés à renforcer des éléments tels que la gouvernance (par le biais du mécanisme africain d'évaluation par les pairs) et la coopération régionale. En outre, la coordination s'améliore entre les donateurs, lesquels laissent les pays plus libres de choisir l'orientation de l'aide, de manière telle que l'aide risquera moins de surcharger les gouvernements et de nuire à la gouvernance. Au chapitre 1, nous avons proposé une augmentation mesurée de l'aide afin de tenir compte des améliorations passées et escomptées de la gouvernance. Le programme que nous proposons est présenté plus en détail dans les chapitres qui suivent.

Annex:

Les objectifs du Millénaire pour le développement devant être atteints d'ici à 2015

Objectif 1 : Éradiquer la pauvreté extrême et la faim

But 1 : Réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour

But 2 : Réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim

Objectif 2 : L'éducation primaire pour tous

But 3 : Parvenir à ce que tous les garçons et filles aillent au bout de leur éducation primaire

Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes

But 4 : Éliminer l'inégalité des sexes dans l'enseignement primaire et secondaire de préférence d'ici à 2005 et à tous les niveaux d'ici à 2015

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile

But 5 : Réduire de deux tiers le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

But 6 : Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle

Objectif 6 : Lutter contre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies

But 7 : Arrêter et commencer à inverser la propagation du VIH/SIDA

But 8 : Arrêter et commencer à inverser l'incidence de le paludisme et d'autres maladies graves

Objectif 7 : Garantir la soutenabilité de l'environnement

But 9 : Intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes des pays ; inverser la perte des ressources naturelles

But 10 : Réduire de moitié le nombre de personnes sans accès durable à de l'eau potable et sans sanitaires

But 11 : Améliorer considérablement les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants de bidonville, d'ici à 2020

Objectif 8 : Développer un partenariat mondial pour le développement

But 12 : Continuer à développer un système commercial et financier ouvert, reposant sur des règles, prévisible et non discriminatoire ; s'engager à faire progresser la bonne gouvernance, le développement et la lutte contre la pauvreté aux plans national et international

But 13 : Répondre aux besoins particuliers des pays les moins développés, ce qui suppose un accès sans droits de douane et sans quotas de leurs exportations, la poursuite de l'allègement de la dette pour les pays pauvres lourdement endettés, l'annulation de l'aide bilatérale officielle et une aide officielle au développement plus généreuse pour les pays qui se sont engagés à faire reculer la pauvreté

But 14 : Répondre aux besoins particuliers des petits États en développement enclavés et insulaires

But 15 : Répondre de manière complète aux problèmes d'endettement des pays en voie de développement au moyen de mesures nationales et internationales afin de rendre l'aide durable à long terme

But 16 : En coopération avec les pays en voie de développement, offrir des emplois décents et productifs aux jeunes

But 17 : En coopération avec les sociétés pharmaceutiques, donner accès, à des prix abordables, aux médicaments essentiels dans les pays en voie de développement

But 18 : En coopération avec le secteur privé, donner accès aux nouvelles technologies – en particulier celles de l'information et de la communication

Source : ONU